



Touche Pas A Ma Constitution

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 10 JUILLET 2024

Protestation du front « Touche Pas A Ma Constitution » contre le communiqué final du 65^e sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO

Le front « Touche Pas A Ma Constitution » proteste vigoureusement et condamne avec énergie la manière dont la CEDEAO traite la souffrance du peuple togolais. Il réitère que le peuple togolais ne doit compter que sur sa propre lutte et appelle chaque citoyen à être prêt pour répondre à la mobilisation.

Le 7 juillet 2024 s'est tenu à Abuja en République Fédérale du Nigéria, le 65^e sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, sanctionné par un communiqué final.

Le peuple togolais est particulièrement choqué par le traitement réservé à la crise au Togo.

Au point 20 du communiqué final, la CEDEAO évoque « les élections réussies et pacifiques ». En quoi des élections, largement boudées par les électeurs et massivement frauduleuses, où le régime s'octroie une victoire à 95,5%, accaparant ainsi 108 sièges de député sur 113, peuvent-elles être considérées comme réussies ? Un score digne des régimes dictatoriaux.

Au point 29, la CEDEAO va plus loin et « félicite le Gouvernement et le peuple pour le bon déroulement des élections ». Ceci est inacceptable de la part d'une organisation censée travailler pour le peuple.

Toujours au point 29, le communiqué souligne que « la Conférence prend note de l'adoption d'une nouvelle Constitution par l'Assemblée nationale ». Ceci est un affront pour les Togolais.

Le régime a violé les dispositions de la CEDEAO en changeant la Constitution en pleine campagne électorale, alors que l'organisation communautaire interdit un tel acte à moins de six mois d'une échéance électorale. La nouvelle Constitution fait disparaître la notion de limitation de mandats, violant ainsi le principe de la CEDEAO qui fixe la limite à deux. Malgré tout cela, la CEDEAO a gardé le silence. Ce qui est incompréhensible.

En se contentant de prendre note, sans aucune critique ni même observation, sans même défendre ses propres textes, la CEDEAO confirme qu'il n'est pas du côté du peuple togolais, mais qu'elle fonctionne en syndicat de chefs d'Etat qui se protègent mutuellement.

En 2005, la CEDEAO a fermé les yeux sur la prise de pouvoir de Faure Gnassingbé par coup d'Etat, avec un millier de morts dû aux violences post-électorales. En 2017, elle a volé au secours du régime, mis en difficulté par des manifestations populaires massives, à travers une facilitation biaisée. Et voilà qu'en 2024, la CEDEAO avalise un changement de Constitution opéré dans l'illégalité au regard des lois nationales et des dispositions communautaires.

C'est pourquoi le front « Touche Pas A Ma Constitution » appelle chaque Togolais à répondre massivement à la mobilisation lorsque le tocsin sonnera.

Cellule Communication

